



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 52.495/2
du 19 décembre 2012

sur

un projet d'arrêté royal 'portant
modification de l'arrêté royal
du 2 août 2002 instituant un
cycle d'évaluation dans les
services publics fédéraux et
dans le Ministère de la Défense
et d'autres dispositions
relatives à l'évaluation'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 52.495/2
van 19 december 2012

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende wijziging
van het koninklijk besluit van
2 augustus 2002 tot invoering
van een evaluatiecyclus in de
federale overheidsdiensten en
in het Ministerie van Defensie
en andere bepalingen
betreffende de evaluatie'

Le 4 décembre 2012, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Fonction publique, adjoint au Ministre chargé de la Fonction publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 2 août 2002 instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux et dans le Ministère de la Défense et d'autres dispositions relatives à l'évaluation'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 19 décembre 2012. La chambre était composée de Yves KREINS et Pierre LIÉNARDY, présidents de chambre, Pierre VANDERNOOT, conseiller d'État, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves DELVAL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 décembre 2012.

*

Op 4 december 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken, toegevoegd aan de Minister belast met Ambtenarenzaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende wijziging van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten en in het Ministerie van Defensie en andere bepalingen betreffende de evaluatie'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 19 december 2012. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS en Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitters, Pierre VANDERNOOT, staatsraad, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 december 2012.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Dans la définition en projet à l'article 1^{er} de l'arrêté examiné des mots « services publics fédéraux », il n'est pas fait référence au ministère de la Défense. Le projet examiné ajoute parfois les mots « ministère de la Défense » après avoir employé les mots « services publics fédéraux » afin que la règle en projet s'applique également à ce ministère (voir à titre d'exemples l'intitulé du texte modifié ou l'article 22, 1^o, en projet remplacé par l'article 2 du projet examiné). L'auteur du projet prévoit toutefois que certaines règles ne s'appliqueront pas à ce ministère. Il utilise alors uniquement les mots « services publics fédéraux ». À titre d'exemple, l'article 22^{quater}, 1^o, en projet ne prévoit pas qu'un représentant du ministère de la Défense interviendra dans le choix des membres la Commission de recours désignés par l'autorité. Le projet crée ainsi des différences de traitement qui doivent pouvoir être justifiées par rapport au principe d'égalité.

2. Il est renvoyé à l'observation générale de l'avis 52.263/2 donné le 14 novembre 2012 sur un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 15 mai 2009 fixant les modalités d'application de l'arrêté royal du 2 août 2002 instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux pour le personnel administratif et technique des établissements scientifiques fédéraux', selon laquelle il y aurait lieu de fusionner ce projet avec le projet faisant l'objet du présent avis de manière à éviter tout vide juridique sur le droit des agents à un recours, garanti par l'article 11, § 2, alinéa 2, de l'ARPG.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

En vertu de l'article 2, 1^o, de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 'portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, deuxième alinéa, du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable', le projet ne doit pas être soumis à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence sur le développement durable au sens de l'article 19/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable'.

L'alinéa qui concerne l'examen de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence sera dès lors omis.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. L'article 1^{er} du projet ajoute plusieurs définitions à celles énoncées à l'article 2 de l'arrêté modifié. La section de législation s'interroge sur l'utilité des définitions relatives aux « services publics fédéraux », « institutions publiques de sécurité sociale » et « organisme d'intérêt public ». Si elles ont pour objet de préciser le champ d'application de l'arrêté, il faut modifier l'article 1^{er} de ce dernier.

2. Compte tenu de la définition en projet des mots « jour ouvrable », il y a lieu d'insérer un nouvel article dans le projet examiné afin de supprimer la définition identique à l'article 4 de l'arrêté modifié.

Il est toutefois renvoyé à l'observation formulée sous l'article 21, alinéa 1^{er}, en projet.

Article 2

1. Le projet reste en défaut de prévoir que tout membre de la commission de recours doit être titulaire d'un grade égal ou supérieur à celui de l'évalué.

2. Le chapitre II en projet regroupe d'une part, des règles applicables aux statutaires et aux contractuels et, d'autre part, des règles applicables uniquement aux statutaires sur les effets de l'évaluation à leur égard. Les règles ayant un objet similaire à ces dernières pour les contractuels sont regroupées dans le chapitre III de l'arrêté qui n'est pas modifié par le projet examiné.

Il est dès lors suggéré à l'auteur du projet de scinder le chapitre en projet en deux chapitres : d'une part, un chapitre II, regroupant les articles 21 à 25*bis* en projet ¹, intitulé « du Recours d'un membre du personnel contre un rapport d'évaluation descriptive et une mention finale » qui concerne tous les membres du personnel et, d'autre part, un chapitre II*bis* ou IV, regroupant les articles 26 à 27*bis* en projet, intitulé « Des conséquences pour la carrière professionnelle des agents nommés à titre définitif ».

Article 21 en projet

L'article 21, alinéa 1^{er}, en projet prévoit que l'évalué peut, dans les vingt jours ouvrables qui suivent la notification, introduire un recours écrit contre le rapport d'évaluation descriptive et la mention qui lui a été attribuée.

Cet alinéa, tel que rédigé, s'intègre mal dans le texte modifié.

¹ Il est également conseillé de revoir la numérotation des articles 21 à 25*bis* en projet afin de ne pas intercaler d'article *bis*. Le lecteur pourra ainsi plus facilement déterminer à l'avenir si le chapitre a encore été modifié. Il faut dès lors les numéroter de 21 à 25 puis 25*bis*, 25*ter*, 25*quater*, etc.

Il convient en effet de tenir compte de ce qu'en vertu de l'article 16, alinéa 3, de l'arrêté modifié, l'évalué dispose déjà, dans un délai de « quinze jours civils » prenant cours à la date de la réception du même rapport, de la possibilité de remettre ce dernier à l'évaluateur en le complétant de ses remarques éventuelles.

L'articulation entre ce dispositif et celui en projet à l'article 21, alinéa 1^{er}, sera mieux assurée, notamment quant à la détermination de la prise de cours du délai de recours.

À cette occasion, l'auteur du projet appréciera s'il ne convient pas, comme dans le projet, de prévoir à l'article 16, alinéa 3, un délai calculé en jours ouvrables plutôt qu'en « jours civils ». Une autre formule, sans doute préférable en raison de la relative longueur des différents délais prévus par le projet, consisterait à ne mentionner dans ce dernier que des délais en « jours » et non en « jours ouvrables », parfois plus malaisés à calculer. Cette dernière observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 22 en projet.

Dans un souci de sécurité juridique, il y a lieu de compléter l'article 22 en projet afin de faire apparaître dans le nom des commissions de recours en projet qu'elles sont des « commissions [...] de recours en matière d'évaluation », ce qui les différenciera mieux des chambres de recours créées par l'arrêté précité du 2 octobre 1937.

Article 22quater en projet

À l'article 22quater, alinéa 2, en projet, il est proposé d'ajouter les mots « désignés par l'autorité » entre les mots « les membres » et « sont choisis parmi les titulaires d'une fonction » afin de mieux faire apparaître que cette condition ne concerne pas les membres désignés par les organisations syndicales.

Article 23bis en projet

À l'article 23bis, alinéa 3, en projet, il est prévu que le supérieur hiérarchique de l'évalué est invité d'office à être entendu par la commission de recours.

Le texte modifié n'utilise pas la notion de « supérieur hiérarchique » et la section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas l'utilité de prévoir l'audition d'une autre personne que l'évaluateur, qui est également un supérieur hiérarchique, puisqu'il est défini comme étant « le chef fonctionnel qui a la direction et/ou le contrôle journalier du fonctionnement de l'évalué ».

Si telle est l'intention de l'auteur du projet, il écrira « évaluateur ».

Article 24 en projet

1. Au paragraphe 2 en projet, les termes « lorsque le membre du personnel n'a pas répondu à la première ni à la deuxième convocation » sont ambigus.

Il appartient à l'auteur du projet de clarifier le texte en prévoyant l'hypothèse où le membre du personnel n'a pas comparu tout en ayant fait valoir les motifs de son absence.

2. Au paragraphe 3 en projet, il est fait référence au supérieur hiérarchique de l'évalué. Il est renvoyé à l'observation faite à cet égard sur l'article 23*bis* en projet.

Ce paragraphe prévoit également que l'absence du « supérieur hiérarchique » (lire : « l'évaluateur ») n'empêche pas la commission de recours de délibérer. Tel que rédigé, ce paragraphe peut être interprété comme obligeant la commission à délibérer en dépit de cette absence. La commission de recours pourrait de la sorte être privée d'informations au sujet d'éléments importants avancés par l'évalué dans son recours.

Il y a dès lors lieu de revoir ce paragraphe afin de permettre à la commission de convoquer de nouveau l'évaluateur s'il ne comparait pas.

Article 25 et 25*bis* en projet

1. À l'article 25 en projet, il faut écrire « une proposition d'une autre mention » au lieu d'« une proposition d'autre mention ».

2. Il est prévu que la commission de recours ou le fonctionnaire dirigeant peut attribuer ou proposer une autre mention.

Le texte ainsi rédigé permet l'attribution de la mention « insuffisant » même si le rapport d'évaluation descriptive conclut à une autre mention. Compte tenu des conséquences d'une mention « insuffisant », celle-ci ne peut être attribuée sans que l'agent soit entendu à ce sujet.

Le texte en projet doit dès lors être complété afin de prévoir que la commission de recours ou le fonctionnaire dirigeant ne peut proposer ou prononcer une autre mention plus défavorable, à tout le moins la mention « insuffisant », sans qu'une nouvelle procédure soit réenclenchée².

² Comparer avec l'article 79, § 1^{er}, dernier alinéa de l'arrêté précité du 2 octobre 1937 qui prévoit que « si le comité de direction formule une proposition définitive de peine plus sévère que la proposition de peine provisoire, il convoque à nouveau l'agent aux fins d'audition ».

Article 5

En vertu de l'article 5, l'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Pareille règle d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informé, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

Il y a lieu de vérifier, dans ces conditions, s'il est bien nécessaire de prévoir une disposition particulière d'entrée en vigueur.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In de ontworpen definitie van de woorden “federale overheidsdiensten” (artikel 1 van het voorliggende ontwerp) is geen sprake van het ministerie van Defensie of van Landsverdediging. In het voorliggende ontwerp worden na de woorden “federale overheidsdiensten” soms de woorden “Ministerie van Defensie/Landsverdediging” toegevoegd om de ontworpen regel ook voor dat ministerie te laten gelden (zie bijvoorbeeld het opschrift van de gewijzigde tekst of het ontworpen artikel 22, 1°, vervangen bij artikel 2 van het voorliggende ontwerp). De steller van het ontwerp bepaalt evenwel dat sommige regels niet voor dat ministerie zullen gelden. In die gevallen gebruikt hij alleen de woorden “federale overheidsdiensten”. In het ontworpen artikel 22^{quater}, 1°, bijvoorbeeld wordt niet bepaald dat een vertegenwoordiger van het ministerie van Defensie/Landsverdediging betrokken wordt bij de keuze van de leden van de beroepscommissie die door de overheid worden aangewezen. Het ontwerp leidt aldus tot verschillen in behandeling waarvoor in het licht van het gelijkheidsbeginsel een rechtvaardiging moet kunnen worden gegeven.

2. Er wordt verwezen naar de algemene opmerking die gemaakt is in advies 52.263/2, dat op 14 november 2012 is gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit ‘houdende wijziging van het koninklijk besluit van 15 mei 2009 tot bepaling van de nadere regelen voor de toepassing van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten, op het administratief en technisch personeel van de federale wetenschappelijke instellingen’, waarin wordt gesteld dat dat ontwerp en het ontwerp waarover dit advies wordt uitgebracht zouden moeten worden samengevoegd zodat elke juridische leemte inzake het recht van beroep van de ambtenaren, dat gewaarborgd wordt door artikel 11, § 2, tweede lid, van het APKB, wordt voorkomen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Krachtens artikel 2, 1°, van het koninklijk besluit van 20 september 2012 ‘houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ dient met betrekking tot het ontwerp geen voorafgaand onderzoek te worden gevoerd omtrent de noodzaak

om een effectbeoordeling uit te voeren in de zin van artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 'betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling'.

Het lid dat verband houdt met het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren dient dan ook te vervallen.

DISPOSITIEF

Artikel 1

3. Bij artikel 1 van het ontwerp worden verscheidene definities toegevoegd aan die welke vervat zijn in artikel 2 van het gewijzigde besluit. De afdeling Wetgeving heeft vragen bij het nut van de definities van de begrippen "federale overheidsdiensten", "openbare instellingen van sociale zekerheid" en "instellingen van openbaar nut". Als die definities ertoe strekken het toepassingsgebied van het besluit te preciseren, dient artikel 1 van dat besluit te worden gewijzigd.

4. Gelet op de ontworpen definitie van het woord "werkdag", dient in het voorliggende ontwerp een nieuw artikel te worden ingevoegd teneinde de identieke definitie in artikel 4 van het gewijzigde besluit op te heffen.

Er wordt evenwel verwezen naar de opmerking die hierna gemaakt wordt over het ontworpen artikel 21, eerste lid.

Artikel 2

1. In het ontwerp zou moeten worden bepaald dat ieder lid van de beroepscommissie bekleed moet zijn met een graad die gelijk is aan of hoger is dan die van de geëvalueerde.

2. Het ontworpen hoofdstuk II bevat enerzijds regels die zowel voor vastbenoemden als voor contractuele personeelsleden gelden en anderzijds regels die alleen van toepassing zijn op vastbenoemden wat betreft de gevolgen van de evaluatie voor hen. De regels met een soortgelijk doel als de laatstgenoemde maar die voor contractuele personeelsleden gelden, zijn samengebracht in hoofdstuk III van het besluit, dat bij het voorliggende ontwerp niet gewijzigd wordt.

Bijgevolg wordt aan de steller van het ontwerp voorgesteld om het ontworpen hoofdstuk op te splitsen in twee hoofdstukken: enerzijds een hoofdstuk II, met de ontworpen artikelen 21 tot 25^{bis} ¹, en met als opschrift "Beroep van een personeelslid tegen het beschrijvend evaluatieverslag en een eindvermelding" dat op alle personeelsleden betrekking heeft, en

¹ Het is eveneens raadzaam de nummering van de ontworpen artikelen 21 tot 25^{bis} aldus te herzien dat geen artikel *bis* tussengevoegd wordt. Zo zal het voor de lezer in de toekomst makkelijker zijn om uit te maken of het hoofdstuk nog gewijzigd is. De ontworpen artikelen dienen dan ook genummerd te worden als 21 tot 25 en vervolgens als 25^{bis}, 25^{ter}, 25^{quater}, enz.

anderzijds een hoofdstuk IIbis of IV, met de ontworpen artikelen 26 tot 27bis, en met als opschrift “Gevolgen voor de beroepsloopbaan van de vastbenoemde personeelsleden”.

Ontworpen artikel 21

In het ontworpen artikel 21, eerste lid, wordt bepaald dat de geëvalueerde binnen twintig werkdagen na de kennisgeving een schriftelijk beroep kan instellen tegen het beschrijvend evaluatieverslag en de vermelding die hem is toegekend.

Zoals dit lid gesteld is, sluit het niet goed aan bij de gewijzigde tekst.

Er dient immers rekening te worden gehouden met het feit dat de geëvalueerde krachtens artikel 16, derde lid, van het gewijzigde besluit reeds over de mogelijkheid beschikt om binnen een termijn van “vijftien kalenderdagen” die ingaat bij de ontvangst van datzelfde verslag, dat verslag aan de evaluator terug te bezorgen samen met zijn eventuele opmerkingen.

Er dient voor gezorgd te worden dat de regeling vervat in het ontworpen artikel 21, eerste lid, beter aansluit op die regeling, inzonderheid wat betreft het bepalen van het ogenblik waarop de beroepstermijn ingaat.

Bij die gelegenheid dient de steller van het ontwerp te beoordelen of het niet beter zou zijn om, zoals in het ontwerp, in artikel 16, derde lid, te voorzien in een termijn uitgedrukt in werkdagen in plaats van in “kalenderdagen”. Een andere formule, die wellicht verkieslijk is wegens de relatief lange duur van de onderscheiden termijnen waarin het ontwerp voorziet, zou erin bestaan daarin alleen termijnen in “dagen” te vermelden en niet in “werkdagen”, die vaak moeilijker te berekenen zijn. Deze laatste opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Ontworpen artikel 22

Met het oog op de rechtszekerheid zou het ontworpen artikel 22 aldus aangevuld moeten worden dat uit de naam van de ontworpen beroepscommissies blijkt dat het gaat om “commissies van beroep [...] inzake evaluatie”, waardoor ze beter onderscheiden kunnen worden van de raden van beroep opgericht bij het voornoemde besluit van 2 oktober 1937.

Ontworpen artikel 22quater

Voorgesteld wordt om in het ontworpen artikel 22quater, tweede lid, de woorden “die door de overheid aangewezen worden,” in te voegen tussen de woorden “de leden” en de woorden “worden gekozen uit de houders van” teneinde beter aan te geven dat die voorwaarde niet geldt voor de leden die door de vakorganisaties worden aangewezen.

Ontworpen artikel 23bis

In het ontworpen artikel 23bis, derde lid, wordt bepaald dat de hiërarchische meerdere van de geëvalueerde ambtshalve opgeroepen wordt om gehoord te worden door de beroepscommissie.

In de gewijzigde tekst komt het begrip “hiërarchische meerdere” niet voor en de afdeling Wetgeving van de Raad van State ziet niet in wat voor nut het heeft te bepalen dat iemand anders gehoord wordt dan de evaluator, die eveneens een hiërarchische meerdere is, aangezien hij gedefinieerd wordt als “de functionele chef die de dagelijkse leiding en/of toezicht heeft over het functioneren van de geëvalueerde”.

Als dat de bedoeling van de steller van het ontwerp is, dient hij te schrijven “de evaluator”.

Ontworpen artikel 24

1. In de ontworpen paragraaf 2 zijn de woorden “wanneer het personeelslid niet geantwoord heeft op de eerste en de tweede oproeping” dubbelzinnig.

De steller van het ontwerp dient de tekst te verduidelijken door te voorzien in de mogelijkheid dat het personeelslid niet verschenen is, maar wel de motieven van zijn afwezigheid kenbaar heeft gemaakt.

2. In de ontworpen paragraaf 3 wordt verwezen naar de hiërarchische meerdere van de geëvalueerde. Er wordt verwezen naar de opmerking die in dit verband gemaakt is over het ontworpen artikel 23bis.

In die paragraaf wordt voorts bepaald dat de afwezigheid van de “hiërarchische meerdere” (lees: “de evaluator”) de beroepscommissie niet belet te beraadslagen. Zoals deze paragraaf gesteld is, kan hij zo geïnterpreteerd worden dat de commissie verplicht is om te beraadslagen ondanks die afwezigheid. Aan de beroepscommissie zouden aldus belangrijke informatiegegevens onthouden kunnen worden die de geëvalueerde in zijn beroep aanvoert.

Die paragraaf dient dan ook aldus te worden herzien dat de commissie de mogelijkheid heeft om de evaluator opnieuw op te roepen als hij niet verschijnt.

Ontworpen artikelen 25 en 25bis

1. In het ontworpen artikel 25 dient te worden geschreven “een voorstel van een andere vermelding” in plaats van “een voorstel van andere vermelding”.

2. Er wordt bepaald dat de beroepscommissie of de leidend ambtenaar een andere vermelding kan toekennen of voorstellen.

Zoals de tekst gesteld is, maakt hij het mogelijk dat de vermelding “onvoldoende” wordt toegekend zelfs als in het beschrijvend evaluatieverslag tot een andere vermelding wordt besloten. Gelet op de gevolgen van een vermelding “onvoldoende” mag die vermelding niet toegekend worden zonder dat het personeelslid in dat verband gehoord is.

De ontworpen tekst dient dan ook aldus te worden aangepast dat bepaald wordt dat de beroepscommissie of de leidend ambtenaar geen andere, minder goede vermelding kunnen voorstellen of toekennen, althans niet de vermelding “onvoldoende”, zonder dat een nieuwe procedure aangevat wordt.²

Artikel 5

Volgens artikel 5 treedt dit besluit in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Een zodanige datum van inwerkingtreding vertoont het nadeel dat indien het ontwerpbesluit aan het eind van de maand wordt bekendgemaakt, de adressaten ervan niet beschikken over de normale termijn van tien dagen om kennis ervan te kunnen nemen, een termijn die in de regel wordt voorgeschreven bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.

Derhalve moet worden nagegaan of het wel nodig is in een bijzondere bepaling inzake de inwerkingtreding te voorzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Yves KREINS

² Vergelijk met artikel 79, § 1, laatste lid, van het voornoemde besluit van 2 oktober 1937, dat als volgt luidt: “Indien (...) het directiecomité een definitief voorstel van tuchtstraf doet dat strenger is dan het voorlopige voorstel, roept ze opnieuw de ambtenaar op voor een verhoor”.